

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille vingt le 11 juillet, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, gymnase Titou Vallaeys, après convocation légale en date du , sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

Mme SARRAUTE, M. BROSSARD, M. CARREAU, Mme GIROTTI, M. SABOURAUD, Mme MERCHADOU, M. SERAFFON, Adjoints, M. RIMARK, M. GADRAT, Mme BAUDERE, M. ELIAS, Mme DUBOURG, Mme THEUIL, Mme GRANGEON, Mme PAIN-GOJOSSE, Mme ZANA, M. MOINET, Mme SENTIER, M. CARDOSO, M. DURANT, M. CASTETS, Mme HIMPENS, Mme BAYLE, M. RENAUD, Mme LUCKHAUS, Conseillers Municipaux.

Etait excusé et représenté par pouvoir:

M. CHEVALIER à M. DURANT

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M.ELIAS est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 26

Conseillers votants : 27

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 2

12 – FIXATION DE LA MAJORATION DES INDEMNITÉS DES ÉLUS

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Les articles L.2123-22 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales prévoient la possibilité, pour les communes chefs-lieux d'arrondissement, de pouvoir appliquer une majoration de 15% des indemnités de fonction des élus.

Cette majoration de 15% s'ajoutera à chaque indemnité versée aux élus.

Ces indemnités seront versées en prenant en compte pour :

- Le Maire : le 3 juillet 2020 (date de prise de fonction),
- Les Adjoints au Maire : la date de notification des arrêtés de délégation,
- Les Conseillers Municipaux Délégués : la date de notification des arrêtés de délégation.

Les indemnités seront revalorisées selon les dispositions législatives et réglementaires.

Il est demandé au Conseil Municipal d'accepter la majoration de 15 % des indemnités de fonction des élus.

Les dépenses correspondantes sont inscrites au chapitre 65 et à l'article 6531 du budget principal M14 de la commune.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 11/07/20

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-

20200711-61843-DE-1-1

